Le Rouge Gorge

2020, L'humain d'abord !

PCF SECTION FÉCAMP NORMANDIE

Bulletin sans prétention de la section de Fécamp du Parti Communiste Français — 4 mai 2020

TOUTE GUERRE A SES PROFITEURS

Nos libraires sont exsangues au moment où l'Etat accorde un prêt d'un demi-milliard au groupe FNAC-Darty. Air-France va bénéficier d'un prêt colossal de 7 milliards sous la forme d'une « avance actionnaire » du gouvernement. La survie des sous-traitants de l'automobile est en jeu au moment où le groupe Renault obtient 5 milliards de prêt garanti par l'Etat alors même que sa trésorerie est florissante. A chaque fois, ces aides ont été accordées sans la moindre contrepartie sur le plan social et environnemental malgré un léger rétro-pédalage environnemental de dernière minute pour Air-France. On aurait pu imaginer que ces sommes faramineuses soient conditionnées au maintien des aéroports sous propriété publique, au respect de l'accord de Paris sur le climat, à l'investissement dans la formation et les salaires des travailleurs. Mais non, rien de tout çà !

Si les communistes comprennent la nécessité d'apporter un soutien public aux entreprises, encore faudrait-il que les banques alliées à l'Etat cessent de négliger la multitude des petites entreprises qui agonisent actuellement. Il est insupportable de voir que, une fois de plus, avec Emmanuel Macron, Edouard Philippe et Bruno Le Maire, l'argent va à l'argent. Toutes celles et ceux à qui on a fait miroiter « l'auto-entrepreneuriat » comme modèle sont aujourd'hui abandonnés en rase campagne. La triste réalité est que ce plan massif de soutien à l'économie n'a aucune vision d'avenir autre que celle de sauver le capitalisme, de faire payer la crise aux salariés comme en 2008 et de faire en sorte que le jour d'après ressemble comme 2 gouttes d'eau au jour d'avant. Les communistes sont curieux de savoir ce qu'en pense Mme Poussier-Winsback, elle qui a été introduite en politique par Bruno le Maire, l'actuel ministre de l'économie de Macron, elle qui a été membre du bureau politique du parti Les Républicains, elle qui ne jure que par le modèle économique néo-libéral... Aujourd'hui, tous ces adeptes de l'économie libérale sont bien contents de se tourner vers l'Etat pour les protéger face à la crise actuelle ! Nous rappelons au bon souvenir de Mme Poussier-Winsback la proposition de loi des députés communistes de Seine Maritime de confier le pilotage des prêts d'Etat à la Banque Publique d'Investissement et non pas aux banques privées afin d'en garantir l'accès à nos artisans, nos PME, nos auto-entrepreneurs

De même, les communistes sont curieux de savoir quand les masques commandés par la mairie de Fécamp vont réellement arriver ? Il y a hélas fort à parier que le caractère très tardif de cette commande de Mme Poussier-Winsback ne permette pas d'avoir ces masques pour le 11 mai. Pendant ce temps, les grandes surfaces annoncent qu'elles vont commercialiser dès le 4 mai des centaines de millions de masques, suscitant la colère et le dégoût des professionnels de santé qui en cherchent désespérément depuis le début de la pandémie. Toute guerre a ses profiteurs, qui s'insinuent dans les défaillances des pouvoirs publics, pour faire leur beurre sur le dos de la population. Un épisode de plus dans le scandale des masques-qui-sont-inutiles-quand-on-n'en-a-pas-mais-qui-deviennent-obligatoires-quand-on-en-a

Non, le monde d'après le coronavirus ne pourra pas ressembler à celui qui nous a mené à ce désastre

AU SOMMAIRE :

Page 2 : le prochain drive à Fécamp

Page 3 : quand Mme Poussier-Winsback se dispense du port de masque - l'association « Exister » va fabriquer des masques

Page 4 : l'opération commerciale des enseignes de la grande distribution suscite l'indignation

Page 5 : réflexions sur les politiques hospitalières de ces dernières années

Page 6 : un peu d'humour ne peut pas faire de mal...

C'est avec plaisir que nous constatons que l'idée émise par Patrick Jeanne le 4 avril dernier d'organiser un drive de produits locaux fermiers continue de vivre sa vie sous l'égide de #FécampSolidaire. Ce drive permet à nos paysans d'écouler leur production et aux fécampois-es de se ravitailler en produits frais dans des conditions conformes aux règles de sécurité du confinement. Soutien à l'économie locale, lutte contre la mal-bouffe et développement durable peuvent aller de pair, même en période de pandémie ! Cette semaine, c'est le centre ville qui aura droit à la visite du drive. Pensez à passer commande dès maintenant

Pour suivre l'actualité politique au quotidien :

La page Facebook du PCF de Fécamp (1 à 2 mises à jour par semaine)

Notre site Internet :

Le site web de la section de Fécamp du PCF, avec l'intégrale des anciens numéros du Rouge-Gorge et nos vidéos

Pour suivre l'action des élus Communistes

La page Facebook de Céline Brulin, conseillère régionale de Normandie et sénatrice

La page Facebook de Jean-Paul Lecoq, député de Seine-Maritime

La page Facebook de Sébastien Jumel, député de Seine-Maritime

La page Facebook d'Hubert Wulfranc, député de Seine-Maritime

LES MASQUES ? CONNAIS PAS !

Les boulettes et bévues de l'équipe municipale de Mme Poussier-Winsback amusent généralement beaucoup les fécampois-es. Sauf la dernière, qui n'a vraiment rien de drôle : lors d'une visite de l'atelier de fabrication de masques en tissu lancé par l'entreprise d'économie solidaire « Actif Insertion », devinez qui étaient les 2 seules personnes qui ne portaient pas de masques comme le préconisent les règles de sécurité applicables aux lieux publics ? Mme Poussier-Winsback et son adjointe Mme Tessier ! Qu'elles se croient invulnérables, libre à elles. Mais ont-elles un seul instant pensé qu'elles pouvaient être porteuses saines du coronavirus et que leur refus de porter un masque pouvait entraîner une contamination des couturières de Actif Insertion ? Un comportement totalement irresponsable de la part d'élues de la République qui devraient, au contraire, montrer l'exemple et prendre soin des couturières qui travaillent pour la mairie. Elles n'avaient pourtant pas besoin d'aller bien loin pour trouver des masques puisqu'elles étaient dans un atelier qui les fabrique !

LA SOLIDARITE FAIT TACHE D'HUILE A FECAMP

Face aux carences des pouvoirs publics et des élus locaux, l'extraordinaire mouvement de solidarité de la population et des simples citoyens se développe de plus en plus à Fécamp. Un exemple, parmi d'autres : les adhérents de l'Association de privés d'emplois « Exister »viennent également d'entrer dans la danse et vont, eux aussi, fabriquer des masques grâce au matériel collecté par notre camarade Jacques Louiset, le président de l'association « Un médecin pour chacun ». Bravo à chacune et chacun d'entre vous

La vidéo qui fait mal

Eric Woerth, dirigeant du parti LR de Mme Poussier-Winsback, estimait en 2007 qu'il y avait trop de lits d'hôpitaux en France. Sa vidéo vient de refaire surface… Et çà pique...

Pénurie de masques

Nouvelles révélations : le gouvernement était averti depuis 2018 du manque de masques en cas de pandémie

Fabien Roussel offre du muguet aux salariés de La Pitié Salpêtrière

Le secrétaire national du PCF est allé offrir du muguet aux personnels de l'hôpital de La Pitié-Salpêtrière en signe de reconnaissance pour leur dévouement face au coronavirus

La retraite à points dans les choux

Encore une députée La-REM poussée vers la porte de sortie

L'élue du Bas-Rhin Martine Wonner, psychiatre, a refusé de voter la loi de déconfinement d'Edouard Philippe.

BAS LES MASQUES !

CHAQUE GUERRE A SES PROFITEURS

Ci-joints les tarifs pratiqués en novembre 2019 pour des masques médicaux : 7,6 centimes la pièce.
Aujourd'hui, Leclerc veut nous vendre ces mêmes masques 50 à 60 centimes la pièce.
La honte !!!
Un masque gratuit pour chaque Français !!!

Face à la pénurie de masques et devant l'incapacité des pouvoirs publics à fournir des masques à toute la population, les grandes enseignes de la distribution se sont engouffrées dans ce créneau et vont proposer à compter de ce 4 mai des masques médicaux. Officiellement, à prix coûtant… Tu parles !!! Le Rouge-Gorge s'est procuré auprès d'une des infirmières de Fécamp le catalogue de novembre 2019 de vente par correspondance de ces masques. Le moins qu'on puisse dire, c'est que la grande distribution n'y va pas avec le dos de la cuillère pour se sucrer sur le dos de la population…

Les conseils de l'ordre des médecins, des pharmaciens et des infirmiers viennent de publier une déclaration commune pour dire leur indignation devant l'indécence de ces opérations commerciales au moment où les professionnels de santé ont toutes les peines du monde à se procurer des masques pour se protéger

Pour organiser la solidarité du monde du travail, il faut plus de communistes à Fécamp. Vous y songez depuis quelques temps ? C'est le moment de vous décider et de rejoindre le Parti Communiste

L'usine à gaz du déconfinement

Lu dans une directive de l'Académie de Nantes : « si possible, attribuer à chaque utilisateur un sanitaire unique dédié pour la journée". Top délire !

L'usine à gaz du déconfinement (suite)

Situation ubuesque à Mers-les-Bains dont l'une des extrêmités de la rue du 4 septembre est classée en zone rouge par le gouvernement et l'autre en zone verte…

L'usine à gaz du déconfinement (y en a un peu plus, je vous le mets ?)

La députée LaREM rame, rame, rame pour essayer d'expliquer « l'erreur » du gouvernement qui a classé le Lot en zone rouge

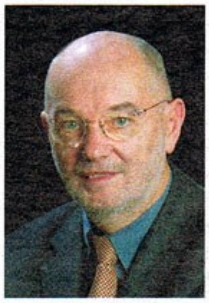
Trump ne s'arrange pas...

Après avoir nié la gravité du coronavirus, face au nombre record de décès aux USA, Donald Trump propose ses « recettes » médicales : injecter du désinfectant dans les poumons des américains et trouver le moyen d'introduire dans leur corps une forte lumière. Ses conseillers s'arrachent les cheveux…

La multinationale Amazon condamnée...

Le tribunal de Nanterre vient de condamner Amazon qui en prenait un peu trop à son aise avec les règles de sécurité du confinement. La décision s'applique dans l'attente de « l'évaluation des risques professionnels inhérents à l'épidémie de Covid-19 sur l'ensemble de ses entrepôts ainsi qu'à la mise en œuvre des mesures prévues »

MIEUX VAUDRAIT TARD QUE JAMAIS



JEAN-CHRISTOPHE LE DUIGOU
Économiste et syndicaliste

Il ne saurait être interdit dès aujourd'hui de réfléchir à la politique de santé à mettre en œuvre dans « l'après-crise ». Les personnels de santé, loués pour leur engagement, auraient préféré que le gouvernement les entende alors qu'ils dénonçaient la casse de l'hôpital public. Trois conclusions peuvent être dès à présent tirées.

La première est triviale. C'est la question des moyens accordés aux politiques de santé. 11,3 % du PIB pour la France, au-dessus de la moyenne européenne grâce à notre Sécurité sociale. Mais la santé coûterait de plus en plus cher, trop cher ! En cause, le vieillissement de la population, des technologies médicales de plus en plus novatrices, la multiplication de maladies chroniques, mais aussi les pouvoirs exorbitants des multinationales de la santé.

Les gouvernements successifs n'ont eu de cesse de contenir la croissance des dépenses, rationnant l'hôpital, amputant les crédits de la prévention, déstabilisant la médecine scolaire, fragilisant la médecine du travail. De Raymond Barre, en 1979, à aujourd'hui, on dénombre une vingtaine de plans visant tous à limiter l'offre publique de soins. L'insuffisance de personnels soignants est la conséquence de ces politiques menées. La France est au 23e rang des pays de l'OCDE pour le nombre de médecins par habitant et au 14e rang pour le nombre d'infirmières.

La crise révèle en deuxième lieu des inégalités insupportables. Les inégalités sanitaires se cumulent avec les inégalités sociales. Il y a ceux qui disposent de ressources pour faire face aux aléas de la vie, qui peuvent vivre le confinement dans un relatif confort, qui peuvent travailler à distance, et les autres, pas seulement les précaires, les migrants, les déshérités, mais aussi les ouvriers, les employés, les retraités modestes, etc. La crise met en évidence le fait que ce sont la plupart du temps les plus mal payés et ceux qui correspondent aux espérances de vie les plus courtes qui se révèlent aujourd'hui être indispensables : l'infirmière, la caissière de grand magasin, le routier, l'éboueur... Le système ne réussit plus à garantir l'égalité d'accès aux soins. L'inquiétude de devoir tailler dans leurs dépenses médicales touche 8 foyers sur 10.

La troisième conclusion a trait à la gestion de l'hôpital. Non seulement rien n'a été anticipé – alors que les spécialistes alertaient sur la récurrence des épidémies –, mais on a poursuivi l'importation de critères de gestion des entreprises du privé. Cette transposition a conduit au sous-dimensionnement des structures hospitalières. Le « zéro stock » de l'entreprise industrielle, en soi critiquable, a été traduit par le mot d'ordre : « zéro lit vide » à l'hôpital. Norme qui « optimisait » la taille des équipements du point de vue comptable, mais qui se révèle catastrophique pour la réponse aux besoins de la population et épouvantable lorsqu'il s'agit de prendre en charge des évènements majeurs et peu fréquents comme les épidémies.

Le «zéro stock» de l'entreprise industrielle, en soi critiquable, a été traduit par le mot d'ordre: «zéro lit vide» à l'hôpital. Norme qui «optimisait» la taille des équipements du point de vue comptable, mais qui se révèle catastrophique.

L'erreur fondamentale faite par tous ceux qui ont eu la responsabilité de la politique de santé publique a été de considérer la santé comme une charge à supporter par le système productif, alors que cela devrait devenir, avec l'éducation, une composante centrale d'un projet social de développement national.

TOUS AU BOULOT !